

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 82

Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. RODRIGUE TREMBLAY

Ministre de l'industrie et du commerce

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes a pour objectif de remplacer l'expression «société exploitant un commerce de poisson» par une expression couvrant adéquatement la totalité des personnes qui oeuvrent dans le secteur des pêcheries maritimes.

Il a aussi pour objectif de prévoir l'adoption de règlements pour les subventions qu'accorde le ministre de l'industrie et du commerce en vertu de la loi.

Il a également pour objectif de fixer à quatre millions cinq cent mille dollars, à compter de l'année financière 1979/1980, les sommes requises par le ministre de l'industrie et du commerce pour les avances et les prêts pour la construction, la réparation et l'amélioration de bateaux et d'équipement de pêche.

Art. 1. La modification proposée substitue le ministre de l'industrie et du commerce au ministre des finances aux fins de payer sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature, une partie de l'intérêt sur des prêts consentis par des caisses d'épargne et de crédit ou des banques à charte du Canada à des pêcheurs et des primes d'assurance sur la vie des pêcheurs qui ont contracté ces prêts.

Art. 2. L'article 5 se lit actuellement comme suit:

«5. Le ministre est autorisé à faire à des pêcheurs ou à des sociétés qui exploitent un commerce de poisson des avances ou des prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipements de pêche, ou pour l'acquittement de dettes contractées pour ces fins.»

L'article 5a est entièrement de droit nouveau et permet que le ministre de l'industrie et du commerce accorde des subventions pour favoriser le développement des pêcheries maritimes, conformément au règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Projet de loi n° 82

Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 210, a. 3,
remp. || **1.** L'article 3 de la Loi du crédit aux pêcheries maritimes (Statuts refondus, 1964, chapitre 210) est remplacé par le suivant:

Païement
d'intérêts
et primes
d'assu-
rance. « **3.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de l'industrie et du commerce à payer sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature, une partie de l'intérêt sur des prêts consentis par des caisses d'épargne et de crédit ou des banques à charte du Canada à des pêcheurs et des primes d'assurance sur la vie des pêcheurs qui ont contracté ces prêts. » ||

S.R.,
c. 210, a. 5,
remp. || **2.** L'article 5 de ladite loi, remplacé par l'article 1 du chapitre 58 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par les suivants:

Avances
autorisées. « **5.** Le ministre de l'industrie et du commerce est autorisé à faire à des pêcheurs ou à des personnes, sociétés ou organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes, des avances ou des prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipements de pêche, ou pour l'acquittement de dettes contractées pour ces fins.

Subven-
tions. « **5a.** Le ministre de l'industrie et du commerce peut accorder, conformément au règlement adopté à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil, aux pêcheurs, personnes, sociétés ou organismes visés dans l'article 5 des subventions pour favoriser le développement des pêcheries maritimes. » ||

Art. 3. *L'article 6 se lit actuellement comme suit:*

«**6.** Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les conditions de ces avances ou de ces prêts, ainsi que les conditions auxquelles doivent se conformer ces pêcheurs ou commerçants pour en bénéficier. »

Art. 4. *Le deuxième alinéa de l'article 7 se lit actuellement comme suit:*

«La somme de trois millions de dollars mentionnée au premier alinéa est portée, pour chacune des années financières 1973/1974, 1974/1975 et 1975/1976, à la somme de quatre millions cinq cent mille dollars.»

S.R.,
c. 210, a. 6,
remp.

Condition
des prêts,
avances et
subven-
tions.

3. L'article 6 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**6.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer:

a) les conditions auxquelles un pêcheur ou une personne, société ou organisme exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes doit satisfaire pour obtenir une avance ou un prêt consenti en vertu de l'article 5;

b) les conditions d'exploitation, la nature et les spécifications d'un bateau ou d'un équipement de pêche pour lequel une telle avance ou un tel prêt est consenti;

c) les modalités pour l'obtention ou le remboursement d'une telle avance ou d'un tel prêt;

d) les objets, les conditions et les modalités de l'octroi d'une subvention accordée en vertu de l'article 5a.

Entrée en
vigueur des
régle-
ments.

Les règlements adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date qui y est fixée.»

S.R.,
c. 210, a. 7,
mod.

[[**4.** L'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 57 des lois de 1966/1967 et par l'article 1 du chapitre 35 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Somme
augmen-
tée.

«La somme de trois millions de dollars mentionnée au premier alinéa est portée, pour chacune des années financières 1973/1974, 1974/1975 et 1975/1976, et à compter de l'année financière 1979/1980, à la somme de quatre millions cinq cent mille dollars.»]]

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.